

Les crédits

Évidemment, il y a ensuite le NPD, mais comme l'utopie socialiste n'a jamais fonctionné nulle part dans le monde, nous pouvons oublier cela.

Nous savons que le Parti réformiste doit être différent. Actuellement, il y a opposition entre la population et l'élite. Qui forme l'élite? Nous en avons déjà beaucoup parlé. Il s'agit de certains médias nationaux, bien entendu des anciens partis politiques, de hauts fonctionnaires, souvent de grandes entreprises, de banques; ceux-là font tous partie de l'élite.

Que dit la population à ce sujet? Elle dit ceci: «Nous ne tolérerons plus cela. Si vous continuez de dépenser, vous paierez pour.» Le message devrait être très clair. Il faut que tous les députés soient conscients du pouvoir du peuple, mais il est évident que ce n'est pas le cas. Le dernier message remonte au référendum. Tous les membres de l'élite ont invité les Canadiens à voter oui, car c'était censé être bon pour eux. Pourtant, les Canadiens ont dit non après s'être bien renseignés sur la question. On ne les a pas très bien entendus, cependant.

En 1993, nous avons eu droit à un autre message. Nous savons ce qui est arrivé. Où faut-il regarder alors? Pour ce qui est des députés, les gens réclament une réduction de leur nombre, alors que le gouvernement veut l'augmenter. En ce qui a trait aux pensions, les Canadiens veulent qu'on les élimine et le gouvernement souhaite les modifier. Dans le cas du Sénat, les Canadiens prônent son abolition, alors que le gouvernement entend plutôt continuer d'y nommer des gens. Qu'en est-il des REER? Les Canadiens disent qu'il faut augmenter les limites permises et encourager les gens à contribuer, alors que le gouvernement envisage de les imposer. Et les emplois dans tout cela? Les Canadiens veulent qu'il reste plus d'argent entre les mains des gens, mais le gouvernement affirme qu'il va mettre sur pied l'infrastructure, ainsi qu'accroître la bureaucratie, et qu'il est encore en mesure de s'occuper des Canadiens.

En conclusion, je voudrais citer les paroles de Terry Moore, un annonceur radiophonique de Calgary:

Nous en avons assez. Vous devez prendre en main la situation et vous attaquer à la dette et au déficit au Canada. Cessez, pour des motifs politiques, de jouer avec notre avenir, celui de nos enfants, de nos petits-enfants, ainsi que de nos arrière-petits-enfants. . . car si vous ne vous ressaisissez pas, notre pays va s'effondrer.

M. Paul Szabo (Mississauga—Sud, Lib.): Monsieur le Président, j'ai écouté avec intérêt les observations du député. Je pense qu'il est juste, en résumé, de dire que le Parti réformiste va continuer de soulever de fausses craintes, de lancer des rumeurs, de faire des insinuations et d'encourager des révoltes fiscales, ainsi que d'affirmer qu'il va améliorer beaucoup les choses.

Il est important de se rappeler que le Parti réformiste ne va pas au fond des choses. Les réformistes n'ont toujours pas expliqué aux Canadiens comment ils vont réaliser des compressions de 15 milliards de dollars dans les programmes sociaux. Ils n'ont exposé aucune initiative portant précisément sur les programmes sociaux. Ils n'ont pas dit la vérité aux Canadiens à propos de ce qu'ils ont vraiment préparé pour le Canada.

• (1625)

Nous disposons d'une source à laquelle puiser pour savoir ce que le Parti réformiste nous réserve. Je vais donner un exemple. On trouve cela dans son rapport minoritaire qui figure dans le rapport du Comité permanent du développement des ressources humaines qui a été déposé lundi dernier. Je jette un coup d'oeil sur les recommandations qu'on y trouve et je vais porter à l'attention de la Chambre les trois premières recommandations du Parti réformiste.

Premièrement, en ce qui concerne le supplément de revenu garanti auquel ont droit 40 p. 100 des personnes âgées, le Parti réformiste recommande d'élever l'âge d'admissibilité. Sur le chapitre de la sécurité de la vieillesse, il recommande d'«éliminer la sécurité de la vieillesse à l'égard des personnes âgées dont les revenus sont supérieurs à la moyenne». Pour ce qui est du Régime de pensions du Canada, il recommande d'élever l'âge de la retraite et donc l'âge d'admissibilité.

Il est assez évident que le vrai programme du Parti réformiste, c'est de s'en prendre aux pauvres. S'il ne croit pas que les personnes âgées représentent une proportion importante de nos pauvres, c'est qu'il n'est plus au courant de la situation financière des Canadiens.

M. Mills (Red Deer): Monsieur le Président, si j'étais ministre des Finances, je dirais qu'il faut attendre à la semaine prochaine, mais je vais essayer de répondre à la question.

Le député peut attendre à la semaine prochaine, mais il verra que l'on prendra bien soin des personnes dans le besoin. Les gens les mieux nantis de notre société qui ne sont pas dans le besoin sont prêts à accepter leur part de responsabilité pour faire en sorte que notre pays fonctionne bien. Ils disent qu'ils sont prêts à accepter ces réductions en autant qu'elles sont égales et justes. Cependant, il faudra prendre soin des personnes moins bien nanties. On n'abandonnera jamais les personnes plus défavorisées, comme le député aimerait le laisser entendre. La semaine prochaine, il comprendra mieux ce que l'on dit.

[Français]

M. Jean Landry (Lotbinière, BQ): Monsieur le Président, j'ai écouté très attentivement l'exposé de mon ami. Je suis d'accord pour dire qu'on est dans une situation financière vraiment précaire, mais il reste des solutions.

Tout à l'heure, je l'écoutais parler du Parti progressiste-conservateur, chose, qui pour moi, est du passé. Je pense que quand on est vraiment optimiste, que ce soit un parti au pouvoir, un individu ou une collectivité, on regarde vers l'avenir. Donc, il faut qu'on ait des horizons assez grands et revoir où on peut refaire la fiscalité.

Par exemple, je prétends que dans la mesure où on est ici pour représenter le peuple, il est important, quand on critique, d'apporter en bout de ligne des solutions. Je prétends qu'ensemble nous allons réussir à régler le problème du déficit élevé du pays.

[Traduction]

M. Mills (Red Deer): Monsieur le Président, je remercie le député de sa question.

Je conviens avec lui que nous ne devrions pas nous contenter de modifications marginales, que nous devrions envisager des réformes en profondeur et certainement songer à adopter un